

Cote du document: EB 2021/134/R.39
Point de l'ordre du 19 b) i) b)
Date: 24 novembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République de l'Inde

Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural

Numéro du projet: 2000003737

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Ulaş Demirag
Directeur de pays
téléphone: +91 11 4653 2250
courriel: u.demirag@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Informations contextuelles sur le pays et l'État, et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (le document sera mis à disposition avant la séance)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Han Ulaş Demirag
Coordonnatrice de pays:	Meera Mishra
Responsable technique:	Mylene Kherallah
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

ILSP	Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance
PIB	produit intérieur brut
REAP	Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural
UGP	unité de gestion du projet
UGPD	unité de gestion du projet au niveau du district
UGVS	Uttarakhand Gramya Vikas Samiti
UPASaC	Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company
USRLM	Mission d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural dans l'État de l'Uttarakhand

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Département du développement rural, Gouvernement de l'Uttarakhand
Coût total du projet:	378,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	105,0 millions d'USD ¹
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires
Cofinanceurs:	Institutions financières nationales, secteur privé local, bénéficiaires
	Convergence avec les programmes publics et le Gouvernement de l'Uttarakhand
Montant du cofinancement:	Banques: 185,8 millions d'USD
	Secteur privé: 0,6 million d'USD
	Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company: 0,3 million d'USD
	Convergence: 47,9 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'Emprunteur:	24,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	14,1 millions d'USD
Montant du financement climatique accordé par le FIDA:	17,7 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

¹ Ce montant comprend des annulations partielles de 44,83 millions d'USD demandées par la République de l'Inde dans le cadre de deux projets, à savoir le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh (EB 2016/119/R.24/Rev.1, approuvé en décembre 2016; montant annulé: 33,33 millions d'USD) et le Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand (EB 2012/106/R.19/Rev.1, approuvé en septembre 2012; montant annulé: 11,50 millions d'USD). La proposition de réengager des fonds annulés est conforme aux règles et aux procédures approuvées par le Conseil d'administration à sa cent onzième session dans le document « Révision des principes en vigueur au FIDA pour l'utilisation des crédits provenant de l'annulation de prêts et/ou de dons approuvés » (EB 2014/111/R.12/Rev.1).

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Gouvernement de l'Uttarakhand (Inde) pour le Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural (REAP), telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Informations contextuelles sur le pays et l'État, et justification de l'intervention du FIDA

1. **Informations contextuelles sur le pays et l'État.** L'Inde a fait d'importants progrès entre 2005 et 2016² en réduisant de moitié la pauvreté dans ses nombreuses dimensions, ce qui se traduit aujourd'hui par une diminution du nombre de pauvres de plus de 270 millions. Il s'agit toutefois encore du pays comptant le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté (364 millions) au monde, situation qui s'est aggravée avec la pandémie de COVID-19. Le maintien des acquis obtenus par le passé suppose de poursuivre et d'intensifier les efforts accomplis.
2. Le produit intérieur brut (PIB) de l'État de l'Uttarakhand, dans le nord du pays, est de 2 500 milliards d'INR (34 milliards d'USD) (2018-2019). Il a connu une croissance annuelle de 37,4% en 2015, avant de ralentir à un taux de 10,4% (2019). L'Uttarakhand se compose de deux divisions administratives et de treize districts, dont dix situés dans des régions de collines et trois dans des plaines. Environ la moitié de la population vit de l'agriculture, bien que les zones cultivables représentent moins de 15% des terres.
3. Le Gouvernement de l'État et le Gouvernement central ont mis en œuvre plusieurs politiques pour s'attaquer au chômage. L'État voit un potentiel énorme dans le développement d'entreprises en grappes dans le secteur agricole, entre autres, pouvant garantir des revenus plus élevés aux populations rurales. Le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance (ILSP), un projet phare du Gouvernement de l'Uttarakhand récemment achevé, a eu des retombées positives sur le bien-être et les moyens d'existence des populations pauvres locales. Le Gouvernement de l'Uttarakhand souhaite voir certains éléments clés du projet reproduits dans d'autres zones de l'État.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant des fonds pour l'action climatique;
 - tenant compte des jeunes.
5. **Genre et inclusion sociale.** L'Inde se classe au 95^e rang sur 129 pays selon l'indice de développement de genre (IDG). Dans l'État de l'Uttarakhand, cet indice a progressé, passant de 0,457 en 1996 à 0,647 en 2006, ce qui reflète une amélioration générale dans les relations entre les femmes et les hommes. Deux difficultés de taille subsistent toutefois pour les femmes: un écart de rémunération annuel élevé par personne et un niveau élevé de pénibilité du travail. L'exode rural des hommes, justifié par des motifs économiques, signifie que les femmes continuent à assumer, quasiment à elles seules, la charge de s'occuper de leur famille.

² Mesurés par l'indice de la pauvreté multidimensionnelle.

6. **Jeunes.** Les jeunes représentent près d'un tiers de la population indienne. Dans l'Uttarakhand comme à l'échelle nationale, un grand nombre de jeunes non qualifiés migrent à la recherche d'un meilleur emploi. Cette tendance est prédominante dans les districts de collines de l'État. L'émigration est à la fois saisonnière et à long terme, compte tenu de l'absence d'emploi à l'échelle locale. Malgré le taux de croissance économique important de l'État, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas accès à un travail productif et rémunérateur est en hausse.
7. **Climat et environnement.** Les projections signalent une intensification constante des changements et de la variabilité climatiques, se traduisant par une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les catastrophes naturelles. Ces phénomènes exacerberont l'érosion du sol dans les zones montagneuses de l'État, où bon nombre de personnes rurales pauvres dépendent des ressources naturelles et de l'agriculture pluviale. La promotion d'une production en grappes axée sur des volumes faibles, une valeur élevée et des filières écologiquement durables et résilientes face au climat constitue une approche climato-compatible propice au développement de l'État, et offre la possibilité de renforcer la résilience face aux changements climatiques dans des zones géographiques plus vastes.
8. **Nutrition.** La situation nutritionnelle dans l'État de l'Uttarakhand s'est sensiblement améliorée ces 20 dernières années. Toutefois, malgré une diminution du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale, la malnutrition infantile demeure problématique, de même que l'anémie chez les femmes. Les cultures et filières favorisées dans le cadre du REAP tiennent compte des enjeux nutritionnels, et les activités de promotion des filières permettront d'améliorer la consommation de cultures nutritionnelles par les ménages et de produire des excédents commercialisables. Le projet sera par ailleurs l'occasion de mettre sur pied des stratégies pour lutter contre la malnutrition chez les enfants et les femmes, au moyen de partenariats institutionnels, en particulier avec les Services intégrés de développement de l'enfant.

Justification de l'intervention du FIDA

9. L'intervention du FIDA dans l'État est justifiée par la possibilité: i) de tirer parti de la solidité des institutions créées dans le cadre de l'ILSP précédent (appuyé par le FIDA) et de créer des institutions autonomes favorisant la transformation des moyens d'existence dans l'État; ii) de s'appuyer sur le partenariat solide déjà établi avec les autorités de l'État, en particulier la Mission d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural dans l'État de l'Uttarakhand (USRLM), afin de reproduire partout dans l'État les bonnes pratiques tirées de l'ILSP et d'autres projets; iii) d'exploiter les connaissances et l'expertise pour contribuer aux efforts déployés par le Gouvernement de l'Uttarakhand pour passer d'une agriculture et de modèles de subsistance à des modèles de promotion des filières et des entreprises ayant un impact à long terme sur l'économie locale et les mouvements migratoires, tout en réduisant la vulnérabilité aux chocs climatiques.
10. L'approche en grappes du REAP est suivie dans le cadre d'une stratégie nationale visant à mettre en place des organisations de producteurs agricoles pour garantir le volume et la qualité des produits de la filière consolidée. Cette approche est largement reconnue comme étant essentielle pour agréger la production, garantir des économies d'échelle et mettre sur pied des coopératives ou organisations formelles de producteurs agricoles en mesure d'insuffler une dynamique de changement. Un regroupement de ce type offre des avantages intéressants aux agriculteurs en concentrant les services ruraux dans certaines zones données et en les mettant à la disposition de vastes réseaux d'agriculteurs, afin de réduire les coûts de transaction et de favoriser une meilleure efficacité des transactions commerciales et une plus grande souplesse de production.

11. Le Gouvernement indien a récemment annoncé plusieurs réformes agricoles importantes, qui poursuivent les mêmes buts et objectifs que le REAP. Le cadre d'intervention du projet est conforme aux deux projets de loi de réforme agricole et à l'annonce relative au Budget de l'Union cités ci-dessous: i) promotion et développement de 10 000 organisations de producteurs agricoles (Budget de l'Union 2019-2020); ii) projet de loi de 2020 sur le commerce et les échanges de produits agricoles (promotion et facilitation); iii) projet de loi de 2020 sur l'accord (pour l'autonomisation et la protection) des agriculteurs sur la garantie des prix et les services agricoles. Ces lois ont pour objectifs de multiplier les possibilités de commercialisation offertes aux agriculteurs, de renforcer leur pouvoir de négociation, de permettre la détermination de prix compétitifs pour les produits agricoles et d'augmenter les revenus agricoles.
12. Le FIDA œuvre de longue date auprès des petits agriculteurs pour promouvoir les filières climato-compatibles et axées sur la lutte contre la pauvreté, en Inde comme ailleurs. Il peut tirer parti de son expertise générale et technique sur les filières et les approches axées en priorité sur le marché pour renforcer les capacités dans l'État. En outre, le FIDA s'est pleinement engagé en faveur de l'objectif stratégique du Gouvernement indien visant à doubler les revenus des agriculteurs, ce que reflète son programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2018-2024 pour l'Inde.

B. Enseignements tirés

13. Les points suivants résument les principaux enseignements tirés de différents projets appuyés par le FIDA en Inde et dans la sous-région, de même que les leçons recueillies auprès de la société civile indienne. Il s'agit notamment de la nécessité: i) d'exploiter les ressources publiques en favorisant la convergence³; ii) de prendre appui sur les institutions communautaires pour articuler les interventions du gouvernement dans les zones reculées; iii) d'adopter une approche de la production en grappes axée en priorité sur le marché, afin d'augmenter durablement les revenus des agriculteurs; iv) d'assurer le développement institutionnel local, essentiel à la commercialisation des produits des petits agriculteurs; v) d'assurer l'avancement des femmes, indispensable au bien-être durable des familles.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

14. Le REAP a pour objectif de contribuer à la multiplication par deux des revenus des ménages ruraux et de réduire les exodes ruraux motivés par les difficultés économiques extrêmes. L'objectif de développement est de renforcer la résilience des ménages ruraux, en diversifiant leurs sources de revenus grâce à la mise en place de systèmes de production intensifiés, déployés en grappes et résilients face aux aléas climatiques dans des filières choisies. La promotion des entreprises agricoles et non agricoles et la création d'un écosystème favorable figurent également parmi les objectifs recherchés. L'intensification de l'entrepreneuriat agricole pourra se concrétiser grâce à un appui aux groupes communautaires et à leurs structures fédérées, l'objectif étant de promouvoir la production en grappes grâce à des filières pertinentes et fondées sur la demande du marché.
15. Le projet s'appuiera sur les interventions menées au titre de l'ILSP dans 44 blocs de développement communautaire de 11 districts, ainsi que sur les activités de l'USRLM, mises en œuvre dans l'ensemble des 95 blocs des 13 districts de l'État.

³ La convergence consiste à mettre à profit les atouts des programmes publics et des départements d'exécution dans l'intérêt des ménages visés par le projet. L'organisme d'exécution du projet dirige le processus en établissant des partenariats solides avec les départements d'exécution.

16. Le projet devrait atteindre 560 000 ménages au total, soit 2,7 millions d'individus, en grande partie des petits agriculteurs et des ménages sans terre, y compris des migrants de retour au pays touchés par la pandémie de COVID-19. Les femmes représenteront quelque 60% des participants des ménages cibles, et les jeunes 35%. Les bénéficiaires seront, pour la plupart, de petits agriculteurs (possédant moins d'un hectare), des éleveurs, des microentrepreneurs, des producteurs non agricoles, des travailleurs des secteurs des services, des ouvriers agricoles et des personnes prenant part à d'autres activités.
17. Trois catégories de petits exploitants seront visées par le projet: les petits exploitants extrêmement pauvres⁴, les petits exploitants pauvres et les petits exploitants à vocation commerciale. Au total, 80% des bénéficiaires feront partie des deux premières catégories (40% chacune), tandis que les 20% restants seront issus de la troisième. Le REAP apportera également un module de soutien distinct à 10 000 ménages très pauvres.

B. Composantes, résultats et activités

18. Pour atteindre son objectif, le projet visera l'obtention de trois effets directs majeurs: i) intensification de la production agricole des ménages ruraux, et promotion des entreprises agricoles, extra-agricoles et non agricoles, avec création d'emplois; ii) renforcement des capacités des organisations locales et des partenariats; iii) promotion d'un écosystème propice à la promotion des entreprises.
19. **Composante 1: création de grappes inclusives.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: sous-composante 1.1 – diversification des moyens d'existence et création d'entreprises; sous-composante 1.2 – renforcement institutionnel des organisations locales et des partenariats. La sous-composante 1.1 vise à renforcer la capacité des ménages agricoles, des groupes d'entraide et des groupes de producteurs à diversifier leurs moyens d'existence. La sous-composante 1.2 vise à renforcer la capacité des organisations locales à accroître leur champ d'action et à devenir des institutions paysannes viables et inclusives.
20. **Composante 2: un écosystème pour la création d'entreprises.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: sous-composante 2.1 – renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché. L'objectif est de créer les conditions propices au développement des moyens d'existence, des entreprises et des filières, en mettant en place des infrastructures de marché jusqu'au dernier kilomètre, en fournissant des services d'appui et en reproduisant à plus grande échelle un programme d'incubation pour les jeunes. La sous-composante 2.2 a pour objectif d'appuyer les activités du projet en favorisant l'accès des bénéficiaires aux services financiers.
21. **Composante 3: gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.** Des unités de gestion du projet (UGP) seront créées au niveau de l'État et des districts. L'UGP sera dirigée par un directeur ou une directrice de projet à l'échelle de l'État, et par des chefs de projet à l'échelle des 13 districts de l'État. L'UGP se coordonnera avec les équipes des programmes et projets publics qui apporteront un appui actif, à la fois sur les plans technique et financier, à l'exécution du projet. Un comité de haut niveau sera chargé de la supervision stratégique.

C. Théorie du changement

22. D'après la théorie du changement, deux facteurs principaux expliquent les niveaux de pauvreté constamment élevés dans les zones rurales: i) les systèmes agricoles traditionnels sont exposés aux risques et conséquences des changements

⁴ Les groupes extrêmement pauvres comprennent les femmes célibataires, les ménages dirigés par une femme, les personnes handicapées, les personnes sans terre, les ouvriers agricoles, les castes répertoriées et les tribus répertoriées.

climatiques, ce qui entraîne une faible productivité, des volumes insuffisants de produits commercialisables et une faible rentabilité; ii) l'absence d'environnement propice à la commercialisation de produits agricoles et à la création d'entreprises s'accompagne d'investissements limités dans les services d'appui promouvant un meilleur niveau de vie, en particulier dans les zones rurales de collines.

23. Le projet favorisera l'adoption d'un ensemble de technologies, de pratiques et de méthodes de production efficaces pour réduire la charge de travail. Compte tenu du défi que représente la recherche d'emplois rémunérateurs dans l'État pour les jeunes hommes et les jeunes femmes, et du niveau de migration motivée par les difficultés économiques extrêmes, le projet vise à créer des perspectives à court et à long terme pour les jeunes. Il s'agira notamment de mettre en place un noyau d'entrepreneurs et de prestataires de services agricoles chargés de la prestation de services jusqu'au dernier kilomètre. Pour faire face aux aléas des changements climatiques, le projet sera coordonné avec les interventions du Département de l'agriculture et du Département du développement des bassins versants du Gouvernement de l'Uttarakhand, qui s'appuieront sur les activités de l'ILSP relatives au développement des bassins versants. Le REAP comportera également des éléments liés à la conservation des sols et de l'eau, et traitera les questions liées aux changements climatiques au moyen de mesures d'adaptation. Enfin, un environnement favorable garantira un flux stable de jeunes et de migrants capables d'innover et dotés d'un esprit d'entreprise souhaitant se lancer dans des activités agricoles et extra-agricoles. Ces mesures devraient contribuer à multiplier par deux les revenus des ménages ruraux et à réduire l'émigration motivée par les difficultés économiques extrêmes.

D. Alignement, appropriation et partenariats

24. Le REAP contribue à la réalisation de quatre objectifs de développement durable: l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro), l'objectif 5 (égalité entre les sexes) et l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Il concorde par ailleurs avec la « Stratégie pour une Inde nouvelle », élaborée par le Gouvernement, et appuie directement ses leviers de transformation du monde rural. La stratégie prévoit de doubler les revenus des agriculteurs, de moderniser l'agriculture et de développer les filières et les infrastructures rurales.
25. Le projet est conforme aux politiques institutionnelles du FIDA visant à transversaliser les questions liées à la nutrition, au genre, aux jeunes et aux changements climatiques. Ses objectifs et ses activités sont en phase avec l'objectif stratégique ciblé unique du COSOP 2018-2024, selon lequel « les systèmes de production agricole et alimentaire des petits exploitants sont rémunérateurs, durables et résilients », qui contribue à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable de l'Inde 2018-2022.
26. Le REAP sera coordonné avec d'autres initiatives des pouvoirs publics, en particulier celles du Département du développement rural et de ses différents départements d'exécution, ainsi qu'avec l'Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company (UPASaC)⁵ et des banques commerciales pour faciliter l'octroi de prêts aux groupes d'entraide et aux entreprises agricoles familiales. Pour faire face aux aléas des changements climatiques, le REAP sera coordonné avec des projets du Programme de développement des bassins versants du Gouvernement et ceux du Département de l'agriculture, qui s'appuieront sur les activités de l'ILSP relatives au développement des bassins versants tout en intervenant dans le domaine de la conservation des sols et de l'eau. Des partenariats seront par ailleurs noués avec l'Autorité de gestion des catastrophes de l'État de l'Uttarakhand et avec les Services intégrés de développement de

⁵ L'UPASaC est une société de capital-risque à vocation sociale enregistrée en vertu de l'article 8 de la loi sur les entreprises et promue par le Département du développement rural du Gouvernement de l'Uttarakhand.

l'enfant, dans le but d'élargir l'offre d'aliments très nutritifs et prêts à consommer préparés par des collectifs d'appui aux moyens d'existence.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

27. Le coût total du projet s'élève à 378 millions d'USD sur une période de sept ans. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 17,7 millions d'USD, soit environ 17% des 105 millions d'USD financés par le FIDA (dont 44,83 millions d'USD proviennent de fonds annulés des cycles précédents du Système d'allocation fondé sur la performance, conformément à la politique de restructuration du FIDA).

Tableau 1
Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Création de grappes inclusives										
1.1. Diversification des moyens d'existence et création d'entreprises	32 544	42,4	34 852	45,4	4 769	6,2	4 578	6,0	76 742	20,3
1.2. Renforcement institutionnel des organisations locales et partenariats	32 742	67,2	94	0,2	9 342	19,2	6 549	13,4	48 727	12,9
Sous-total	65 286	52,0	34 946	27,9	14 111	11,2	11 127	8,9	125 469	33,2
2. Un écosystème pour la création d'entreprises										
2.1. Renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché	10 552	63,8	1 794	10,9	-	-	4 182	25,3	16 528	4,4
2.2. Appui aux services financiers	6 275	3,1	197 894	96,6	-	-	635	0,3	204 804	54,1
Sous-total	16 827	7,6	199 688	90,2	-	-	4 817	2,2	221 332	58,5
3. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs										
3.1. Gestion du projet	19 602	71,2	-	-	-	-	7 699	28,8	27 301	7,2
3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	3 285	83,2	-	-	-	-	661	16,8	3 946	1,0
Sous-total	22 887	72,7	-	-	-	-	8 360	27,3	31 247	8,3
Total	105 000	27,8	234 634	62,1	14 111	3,7	24 304	6,4	378 049	100,0

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Dépenses d'investissement									
1. Formation	11 004	54,1	8 923	43,9	-		406	2,0	20 332
2. Conseil, études et assistance technique	12 801	70,0	-	0,0	-		5 486	30,0	18 288
3. Biens, services et intrants	21 451	45,3	16 733	35,3	3 212	6,8	6 006	12,7	47 402
4. Dons et subventions	36 617	57,9	11 100	17,6	10 899	17,2	4 598	7,3	63 213
5. Crédit et fonds de garantie	2 243	1,1	197 543	98,9	-		-	-	199 786
Total des dépenses d'investissement	84 116	24,1	234 299	67,1	14 111	4,0	16 496	4,7	349 021
Dépenses récurrentes									
1. Salaires, traitements et indemnités	15 397	70,0	-	-			6 602	30,0	21 999
2. Coûts de fonctionnement	5 487	78,1	336	4,8			1 207	17,2	7 029
Total des dépenses récurrentes	20 884	71,9	336	1,2	-		7 809	26,9	29 028
Total	105 000	27,8	234 634	62,1	14 111	3,7	24 304	6,4	378 049

∞

Tableau 3
Coût du projet par composante et sous-composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1 (2022)		Année 2 (2023)		Année 3 (2024)		Année 4 (2025)		Année 5 (2026)		Année 6 (2027)		Année 7 (2028)		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Création de grappes inclusives															
1.1. Diversification des moyens d'existence et création d'entreprises	1 307	2	24 585	32	26 854	35	15 199	20	8 359	11	318	-	121	-	76 742
1.2. Renforcement institutionnel des organisations locales et partenariats	1 920	4	11 945	25	10 569	22	7 326	15	13 437	28	2 290	5	1 240	3	48 727
Sous-total	3 227	3	36 530	29	37 423	30	22 525	18	21 796	17	2 608	2	1 361	1	125 469
2. Un écosystème pour la création d'entreprises															
2.1. Renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché	526	3	3 357	20	5 987	36	2 530	15	1 908	12	1 587	10	634	4	16 528
2.2. Appui aux services financiers	34 023	17	32 401	16	42 015	21	44 690	22	38 145	19	6 647	3	6 882	3	204 804
Sous-total	34 549	16	35 758	16	48 002	22	47 220	21	40 053	18	8 234	4	7 516	3	221 332
3. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs															
3.1. Gestion du projet	5 049	18	3 973	15	4 035	15	3 560	13	3 677	13	3 799	14	3 209	12	27 301
3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	1 524	39	1 492	38	287	7	238	6	108	3	214	5	83	2	3 946
Sous-total	6 573	21	5 465	17	4 322	14	3 798	12	3 785	12	4 012	13	3 292	11	31 247
Total	44 350	12	77 754	21	89 747	24	73 543	19	65 634	17	14 854	4	12 168	3	378 049

6

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Le projet est cofinancé par le Gouvernement de l'État de l'Uttarakhand, différents programmes publics (dans le cadre de la convergence), l'UPASaC, des banques, les bénéficiaires du projet (y compris les organisations de producteurs agricoles et les collectifs d'appui aux moyens d'existence) et le secteur privé. Le rapport entre les ressources du prêt du FIDA et l'ensemble du cofinancement est de 1:2,6.
29. Le FIDA versera les fonds au Gouvernement indien, qui les transférera vers le fonds consolidé de l'État aux fins du remboursement des dépenses préfinancées.
30. **Financement rétroactif.** Par dérogation à la section 4.07 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole du FIDA, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif allant jusqu'à 1 million d'USD pour couvrir les dépenses autorisées engagées au titre des activités de démarrage entre le 6 août 2021 et la date de prise d'effet. Pour donner lieu à un financement rétroactif, les biens et services doivent avoir été acquis selon la procédure de passation des marchés applicable aux projets de prêt. Le financement rétroactif devra être préfinancé par le Gouvernement et remboursé une fois que l'accord de financement conclu avec le FIDA sera entré en vigueur, et les conditions de retrait remplies.

Décaissement

31. Un compte désigné libellé en dollar des États-Unis, réservé au prêt et destiné à recevoir les fonds du FIDA sur la base du remboursement, sera ouvert par le Gouvernement indien à la Banque de réserve de l'Inde. Les fonds versés par le FIDA seront libellés en dollar des États-Unis. Le Gouvernement indien transférera les fonds du FIDA au Gouvernement de l'Uttarakhand, qui versera à son tour le montant au projet, conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé. Il sera alors possible de demander au FIDA de procéder aux remboursements par le biais de demandes de retrait. Les décaissements réalisés par l'UGP seront versés aux autres partenaires d'exécution conformément au PTBA, ainsi qu'aux unités de gestion du projet au niveau du district (UGPD). Les fonds provenant des UGPD seront versés aux fédérations mises en place au niveau des grappes, aux collectifs d'appui aux moyens d'existence et aux communautés en vue de la mise en œuvre des activités du projet. Les partenaires d'exécution et les fédérations mises en place au niveau des grappes, les collectifs d'appui aux moyens d'existence et les organisations communautaires remettront à l'UGP et aux UGPD des certificats d'utilisation tous les trimestres, en fonction des versements effectués.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Les avantages directs du projet découlent principalement des éléments suivants:
 - i) hausse des revenus agricoles après l'adoption de nouvelles technologies;
 - ii) production de revenus par de nouvelles entreprises de filières créées avec l'aide du projet;
 - iii) revenus supplémentaires des producteurs fournissant des matières premières aux entreprises;
 - iv) hausse des revenus des organisations de producteurs agricoles et des collectifs d'appui aux moyens d'existence démarrant une activité économique avec l'aide du projet.
 Les indicateurs de viabilité financière montrent que tous les modèles d'entreprise sont financièrement viables. Le taux de rentabilité financière interne du projet est de 26%, avec une valeur actuelle nette de 759 millions d'USD. Les flux de trésorerie ajustés du projet se caractérisent par un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 31%, avec une valeur actuelle nette économique de 1 034 millions d'USD. Les résultats des analyses de sensibilité montrent que si les coûts augmentent de 10 ou 20%, les avantages diminuent dans les mêmes proportions. Dans ces deux scénarios, le TREI est supérieur au coût d'opportunité du capital, ce qui laisse penser que les modèles d'exploitation agricole et d'entreprise sont relativement stables face à des scénarios risqués.

33. Le projet donne également lieu à plusieurs avantages indirects: i) une amélioration des services financiers et sociaux fournis par les organisations de producteurs agricoles et les collectifs d'appui aux moyens d'existence à leurs membres; ii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du projet; iii) l'amélioration de la santé animale (animaux laitiers, volaille, caprins, ovins, poissons); iv) le développement des filières grâce à l'amélioration de l'accès au marché; v) l'expansion des entreprises rurales.

Stratégie de sortie et durabilité

34. Le REAP garantira la durabilité et l'efficacité institutionnelles en aidant les organisations locales à devenir des entités et acteurs économiques indépendants. Le projet a été conçu en concertation avec les organismes publics compétents, les départements techniques concernés du Ministère de l'agriculture et les bénéficiaires potentiels, et avec leur participation. Ces concertations et discussions ont permis d'élaborer une approche solide et une série d'interventions qui seront mises en œuvre avec une forte participation des communautés et des groupes, et la mobilisation des fonctionnaires locaux. Sur cette base, les investissements et les résultats des interventions devraient perdurer après l'achèvement du projet.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

<i>Catégorie/sous-catégorie de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Environnement et climat	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

35. La catégorie environnementale et sociale attribuée au REAP est B. Les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels sont propres au site concerné et limités à la production (aménagement des terrains et utilisation de produits agrochimiques), aux installations de transformation des produits agricoles (gestion des déchets solides et des effluents, avec d'éventuels risques pour la santé et la sécurité des travailleurs), et aux impacts potentiels de la construction de petits entrepôts et installations de stockage. Les risques et impacts négatifs potentiels seront facilement atténués et/ou considérablement réduits grâce à des mesures d'atténuation éprouvées et économiques propres au site concerné, telles que la promotion de pratiques agricoles climato-compatibles et de moyens d'existence fondés sur les ressources naturelles.

C. Classement au regard des risques climatiques

36. Le risque climatique est jugé élevé. Le projet est exécuté dans des zones où les initiatives de développement rural ont enregistré des pertes et des dégâts importants en raison des conditions météorologiques. Les inondations ont eu des conséquences sur les routes, les ponts et les périmètres d'irrigation, et la modification de l'intensité et des volumes de précipitations devrait se traduire par une augmentation des ruissellements de surface, entraînant des crues soudaines,

l'érosion des sols, la perte d'éléments nutritifs dans le sol, une reconstitution moindre des réserves d'eau souterraine et des glissements de terrain, en particulier dans les zones de montagnes ou de collines.

D. Soutenabilité de la dette

37. Le ratio dette/PIB de l'Inde est de 69,6%, c'est-à-dire bien au-dessus de ceux des marchés émergents comparables. Dans leur dernière analyse de la soutenabilité de la dette, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que le risque de surendettement extérieur et de surendettement global de l'Inde est faible. La dette extérieure de l'Inde a augmenté depuis 2017-2018, mais avoisine toujours les 20% du PIB. Si la hausse de la dette extérieure est largement due aux emprunts contractés par des acteurs non gouvernementaux, la part de la dette à court terme (sur la base de l'échéance résiduelle) par rapport à la dette totale a augmenté depuis 2017-2018, portée par les dépôts des non-résidents, les emprunts commerciaux et le crédit commercial à court terme. La vulnérabilité externe de l'Inde, d'après les indicateurs d'adéquation des réserves, reste faible par rapport aux années précédentes.
38. La croissance réelle du PIB devrait toutefois augmenter entre 2022 et 2026, de 6,6% par an en moyenne, portée par l'agriculture et l'industrie manufacturière. Une demande externe et un investissement étranger direct plus importants, un relâchement des tensions commerciales et de meilleures conditions financières mondiales pourraient favoriser la croissance et faciliter les ajustements.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

39. L'organisme d'exécution principal sera le Département du développement rural, qui mettra en œuvre le REAP en coopération avec divers départements. La structure organisationnelle s'articule autour de quatre niveaux: l'État, l'Uttarakhand Grameen Vikas Samiti (UGVS), le district et le bloc. Le projet sera exécuté par l'intermédiaire de l'UGP sous la houlette d'un directeur ou d'une directrice de projet, qui rendra compte à un directeur ou à une directrice en chef et sera épaulé par une équipe de base. Les équipes d'exécution au niveau du district seront hébergées dans les locaux des UGPD mises en place dans chacun des 13 districts du projet. Au niveau des blocs, l'équipe de projet sera intégrée aux opérations de l'USRLM.
40. Un groupe consultatif technique composé de spécialistes chevronnés issus d'organismes privés et publics sera nommé pour fournir des conseils et des orientations techniques au comité de gestion du projet. Une grande partie du personnel du projet sera confiée à des prestataires de services.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. **Gestion financière.** Les modalités de gestion financière tiennent compte des enseignements tirés de projets en cours appuyés par le FIDA. Elles seront intégrées aux procédures de planification et de budgétisation de l'État. Le système en ligne de gestion de trésorerie de l'État et le système national de gestion des finances publiques seront utilisés pour allouer les fonds du projet, procéder à des vérifications et à des contrôles internes, tenir la comptabilité, communiquer l'information financière et effectuer un suivi des soldes bancaires non dépensés du projet. D'après une évaluation du FIDA, les modalités de gestion financière proposées sont acceptables et offrent un degré d'assurance raisonnable que les fonds du prêt seront utilisés comme prévu et comptabilisés comme il se doit. Si les mesures complémentaires convenues sont mises en place, le risque de gestion financière résiduel est jugé modéré.

42. **Passation des marchés.** L'organisme principal du projet, l'UGVS et le département principal du Gouvernement de l'Uttarakhand seront chargés de la passation des marchés et de la gestion des activités connexes dans le cadre du REAP. En s'acquittant de cette responsabilité, l'UGVS devra impérativement respecter les dispositions de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, sa Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, sa Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.
43. **Gouvernance.** Conformément à la politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption, une autorité indépendante compétente chargée de recevoir et d'examiner les allégations de fraude et de corruption, et d'enquêter sur ces dernières, devra être nommée par le Gouvernement de l'Uttarakhand. Cette nomination devra être confirmée au FIDA par écrit (avant toute négociation du prêt), de même que toute modification/révision apportée à l'autorité nommée.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

44. L'UGP sera chargée d'élaborer le PTBA, ainsi que le plan de passation de marchés du REAP, et de veiller à leur approbation par sa direction et par le FIDA. Le plan, qui comprendra un plan d'activité, des objectifs et un plan de dépenses, doit être harmonisé avec les activités et les objectifs globaux du projet. Un système de suivi-évaluation efficace sera mis en place pour suivre les progrès grâce aux indicateurs prévus dans le cadre logique.
45. Le système de suivi-évaluation du REAP s'appuiera sur une structure très robuste mise en place par l'ILSP et considérée comme un modèle de bonne pratique. Il servira d'outil de gestion et permettra de mesurer les progrès réalisés, d'évaluer la conformité, de cerner les contraintes et de déterminer les mesures correctives à mettre en œuvre. Les activités de gestion des savoirs du projet favoriseront la circulation efficace d'informations pertinentes entre le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact qui seront générées par le système de suivi-évaluation permettront d'élaborer des études de cas, des notes d'orientation et des rapports. Ces documents seront utilisés à des fins de concertation sur les politiques, d'apprentissage entre pairs et, éventuellement, de reproduction à plus grande échelle. Les produits de gestion des savoirs seront communiqués sur différents supports, notamment des blogs, des publications écrites, des vidéos et les réseaux sociaux.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Un Fonds d'innovation de plus de 5 millions d'USD pour les jeunes entreprises pionnières a été intégré dans la conception du projet. Celui-ci servira également à expérimenter certaines fonctions innovantes, telles que: i) l'éducation numérique et la création de start-up; ii) de nouvelles mesures de gestion durable des terres; iii) un programme d'incubation pour la jeunesse, qui sera testé dans le cadre du REAP par le biais du modèle d'incubateur d'entreprises rurales et/ou d'autres initiatives locales en matière d'entrepreneuriat.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

47. Le FIDA et le Gouvernement ont défini les principales mesures à prendre pour garantir la préparation à l'exécution. Sont notamment prévus: i) le recrutement des effectifs essentiels; ii) la mise en place d'un dispositif pour l'accès à des consultants en gestion; iii) le recensement et l'évaluation des capacités des organismes d'exécution partenaires/d'appui technique; iv) la réalisation d'un

sondage de référence sur la zone du projet, associé à une analyse des moyens d'existence; v) l'examen et l'évaluation de la performance des collectifs d'appui aux moyens d'existence et des organisations de producteurs agricoles; vi) l'évaluation de l'offre et de la demande de prestataires de services locaux; vii) la réalisation d'analyses détaillées des filières prioritaires au niveau des blocs; viii) la préparation d'analyses financières des entreprises cibles.

48. Pour faciliter le démarrage, le comité de gestion du projet recrutera un agent d'ordonnancement du projet – une personne ayant antérieurement participé à la conception du projet – qui sera chargé d'appuyer la mise en place de la structure et du système de gestion du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

49. Le FIDA mènera régulièrement des missions de supervision conformément à ses procédures habituelles. Ces missions permettront d'examiner la performance du projet, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et la conformité aux exigences fiduciaires. Des rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet seront établis et présentés dans un format préalablement approuvé par le FIDA.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la séance.
51. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cent cinq millions de dollars des États-Unis (105 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Accord de financement négocié

(Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la séance.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	Project implementation undertaken without delay and with adequate release of financial resources
	Males - Males							
	Females - Females		240000	336000				
	Young - Young people		264000	403200				
	Indigenous people ⁶		56000	117600				
	Total number of persons receiving services - Number of people		480000	672000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	Household members - Number of people		1960000	2744000				
	1.a Corresponding number of households reached				Project monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	Women-headed households - Households							
Non-women-headed households - Households								
Households - Households		400000	560000					
Project Goal Contribute to the doubling of income of rural households and reduce distress rural out migration	Percentage of households reporting increase in income by 35% above baseline				Impact Assessment	At baseline, midterm and completion	PMU	Sustained Government policies in favour of rural income enhancement with improved terms of trade for rural producers
	Households - Percentage (%)		25	70				
	Percentage of returnee migrants supported				Impact Assessment	At baseline, midterm and completion	PMU	
	Households - Percentage (%)		15	30				
Development Objective To build resilience of rural households by diversifying their sources of income through intensified cluster based climate resilient production systems, promotion of farm and off-farm enterprises and creating a supportive ecosystem	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Impact Assessment	At baseline, midterm and completion	PMU	Government's infrastructure and other development efforts converge with this project activities.
	Total number of household members - Number of people							
	Households - Percentage (%)		20	50				
	Women-headed households - Households							
	Households - Households							
	Percentage of rural enterprises reporting increases in income				Impact Assessment	At baseline, midterm and completion	PMU	
Households - Percentage (%)		25	70					
Outcome Agriculture production of rural households intensified and farm ,off-farm and non farm enterprise promoted, employment opportunities created	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Annual Outcome Survey	Annual	PMU	Adequate capacity is built within UGVS to address the needs of Producer Organizations and rural entrepreneurs and extreme
	Household members - Number of people							
	Indigenous households - Households							
	Women-headed households - Households							
	Households (%) - Percentage (%)							

⁶ ST and SC households are included in the indigenous people disaggregated data.

	Households (number) - Households								climatic events do not disrupt agriculture production,
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Annual Outcome Survey	Annual	PMU		
	Household members - Number of people								
	Indigenous households - Households								
	Women-headed households - Households								
	Households (number) - Households								
	Percentage of new or improved rural producers' organization members reporting services provided by the organization				Annual Outcome Survey	Annual	PMU		
	Members RPOs - Percentage (%)			50	90				
	Percentage of households reporting increase in marketable volumes				Annual Outcome Survey	Annual	PMU		
	Households - Percentage (%)			20	60				
Output Cluster based agricultural production supported	% increase in members under cluster based production				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
	Increase in hectares - Percentage (%)			20	40				
	No. of farm households trained in climate adaptive production practices and/ or technologies				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
	No. of farm households - Households			100000	400000				
	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				Project Monitoring	Quarterly	PMU		
	Males - Males								
	Females - Females								
	Young - Young people								
	Indigenous people - Indigenous people								
	Total rural producers - Number of people			100000	250000				
	No. of ultra- poor households supported with Income generating activities				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
	Males - Number								
	Females - Number								
Households - Number			6000	10000					
Output Farm, Off-farm and non-farm Rural MSMEs promoted with linkages to BDS and technical and marketing services	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services	
	Size of enterprises - Enterprises								
	Rural enterprises - Enterprises			10000	35000				
	Women in leadership position - Females								
	No. of self employed enterprises established through skills training, apprenticeships and value chain entrepreneurship				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
No. self employed enterprises - Number			23000	50000					
Outcome Capacity for CBOs and partnerships strengthened	Percentage of Rural producer organisations (CLFs, LCs, FPOs) financially profitable and sustainable				Annual outcome surveys and evaluation studies	Baseline; Completion	PMU	Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services	
	% Rural POs - Percentage (%)			25	80				

Output Supportive institutional structures strengthened	2.1.3 Rural producers' organizations supported			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	Rural Producers organization and Producer Groups able to manage production, value addition and marketing activities efficiently and rural entrepreneurs able to access efficient BDS, credit, technical and marketing services
	Total size of POs - Organizations						
	Rural POs supported - Organizations		696				
	Males - Males						
	Females - Females						
	Young - Young people						
	Indigenous people - Indigenous people						
	No. of farmers, women and youth trained in business and marketing			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	No. of farmers - Number of people		5000				
	youth - Number of people		15000				
No of youth supported through Rural incubation programme			Project monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
Young - Young people		400					
No. of productive partnerships established with private sector partners by FPOs			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU		
No. of partnerships - Number		50					
Outcome Conducive enterprise promotion ecosystem promoted	Percentage of multi stake holder platforms performing effectively			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	% of platforms performing effectively - Percentage (%)		40				
	1.2.6 Partner financial service providers with portfolio-at-risk ≥30 days below 5%			Project Monitoring	Mid-Term; Completion	PMU/DPMU	
Percentage - Percentage (%)		90					
Output Support service established	No. of growth centres established or strengthened			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	No. of growth centres - Number		100				
Output Policy products completed	Number of policy-relevant knowledge products completed			Project monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	No. of policy - Number		4				
Output Financial services extended	Number of MOUs with financial institutions			Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	
	No of MoUs - Number		4				
	Number/% of SHGs/ PGs and livelihood collectives/FPOs with bank loans				Quarterly	PMU/DPMU	

No, of SHGs/ PGs - Number		30000	50000	Project Monitoring			collectives with facilitation from UPASAC and SRLM
% of SHGs/ PGs - Percentage (%)							
Number of micro and small enterprises availing bank credit				Project Monitoring	Quarterly	PMU/DPMU	Financial institutions remain interested to lend to enterprises
No. of enterprises - Number		5000	10000				

Integrated project risk matrix

Country Context	Moderate	Low
Political Commitment	Moderate	Low
Risk: The risk is moderate, primarily owing to the fact that the State Government is due for elections next year.	Moderate	Low
Mitigations: India is a stable democracy. No major political risks are perceived that may affect the project. The Govt of Uttarakhand has provided necessary clearances and a Cabinet Approval is in process.		
Governance	Low	Low
Risk: The risk is low. India is a union of States with a constitutional distribution of powers between the Centre and the State Governments. A 2019 Report on Good Governance Index (GGI) has placed Uttarakhand as 2nd among 11 North Eastern and Hill States of India.	Low	Low
Mitigations: No major interventions needed from the project.		
Macroeconomic	Moderate	Low
Risk: The present inflation rate is low. State finances are partially affected by the burden of the pandemic and economic slowdown, where lockdowns are still implemented to contain the spread of the Covid19.	Moderate	Low
Mitigations: Macroeconomic risks, especially risks of insufficient counterpart funding by the state are low and unlikely to compromise the achievement of the project's development outcomes. The project is focused on diversification of income of poor HHs and will mitigate adverse impacts of macroeconomic factors at HH level.		
Fragility and Security	Low	Low
Risk: No significant issues of fragility and security in the state.	Low	Low
Mitigations:		

No interventions needed.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy alignment	Low	Low
Risk: Conducive policy environment exists for the project focus areas. In particular issues related to commercialisation of agriculture, formation of FPOs, contract farming and promotion of youth enterprises will be aligned with existing government strategies, policies and schemes.	Low	Low
Mitigations: The project will be aligned to the Government schemes & strategies.		
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Risk: The risk is moderate. While the project will be fully aligned to sectoral policies related to agriculture, youth and MSME, some of the Agriculture related policies of the Government are currently on hold (eg Contract farming).	Moderate	Low
Mitigations: The project will also undertake policy engagement related to: (i) youth employment and the scaling up of the youth incubation schemes, (ii) development of a road map for SHG graduation to FPOs including a value chain orientation, and (iii) up-scaling a training programme on group business management and marketing to support cooperative and FPO development.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Low
Risk: Direct environmental risks and impacts are considered moderate. The Project will not support land use changes that will affect forests, protected areas, important bird habitats, and will not clear contiguous area of above 100ha in a single location. Project activities to be implemented in mountainous areas will likely be prone to erosion, whereas projects located in the plains will likely be susceptible to pollution from runoff from floods.	Moderate	Low
Mitigations: The project will not intervene in environmentally sensitive areas. Site-specific environmental mitigation measures will include erosion		

control measures, soil and water conservation, environmentally friendly and climate-resilient production and processing systems, including promoting climate smart agriculture practices and natural resources-based livelihood options that have positive impact on the environment.		
Project vulnerability to climate change impacts	High	Moderate
Risk: Prolonged periods of drought combined with rainfall variability may have impact on water availability, increase in crop-water demand, emergence of new pests and reduced availability of feed and fodder.	High	Moderate
Mitigations: Building on the successes of ILSP, the project will promote flood and erosion control measures while introducing climate adaptation interventions such as drought tolerant crops, agro-forestry, soil and water conservation measures and livelihood diversification activities that will significantly reduce the risk. Selection of value chains will take into consideration the changing weather patterns, erratic rainfall and prolonged droughts.		
Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance	Low	Low
Risk: The project scope is within the Government policies and the mandate of the Line Department.	Low	Low
Mitigations: The project has a robust governance system to ensure the project alignment with state policies and continued relevance. There is a high level of interest in the project within the government which was reflected in the full ownership of the project design process from the highest levels within the state government and the concerned Line Department.		
Technical Soundness	Moderate	Low
Risk: The project envisages working across different sectors and geography (plain and hilly districts) – an approach that has its set of inherent complexities. Most of the ideas promoted through the project have been tried and tested in various projects.	Moderate	Low
Mitigations:		

<p>REAP will cover the full state which means all 13 districts and 95 Community Development Blocks (CDBs). This is a significant expansion from the coverage under ILSP, which was implemented in 11 districts but only 44 CDBs. This expansion will be done through partnership with USRLM, which is also being implemented by the RDD, the lead Department implementing REAP. This will ensure full co-ordination at all levels. The two new plains districts being included for the first time, will be critical for providing access to wider markets.</p> <p>ILSP's experience of working in the agricultural sector will reduce risks in interventions in cluster-based agribusiness development; however, experience in adopting the value chain approach and non-farm sector initiatives is nascent. To mitigate potential risks, the project has planned multiple trainings and technical assistance for UGVS and LCs/CLF on enterprise development, value chain development, and financial services and will be implemented in convergence with the Government of Uttarakhand. Besides, the project will launch smaller and less risky value chains in the initial years of the project, and after successful completion, will move to larger and complex value chains.</p>		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The lead implementing agency (UGVS) has previous experience of implementing IFAD supported project in the state. The agency has a team of qualified and experienced staff. The key challenge is to implement sustainable enterprise development and fee-for-services which requires intense networking and liaison with the government and the private sector.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>To mitigate these risks, UGVS under the project will have dedicated PMU and additional trained staff members in all districts. Through the project, UGVS will seek help of sector experts in designing value chain subprojects. Moreover, the project will enhance its institutional capacity through targeted trainings and exposures. The project will engage competent Project Management Consultants to support the project in business incubation and start ups and enterprise promotion.</p>		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Low	Low
Risk:	Low	Low

The Lead Implementing Agency has instituted a very robust MIS and M&E system. Under the new project the key challenge will be to expand this system to cover the various value chains across various sectors.		
Mitigations: Management Information system will be strengthened to cover new elements of the project including value chains. Also the M&E system will be participatory and decentralized involving key target groups in identification of project activities and monitoring implementation of project. This will in-turn ensure sustainability of project interventions.		
Project Financial Management	Substantial	Moderate
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
Risk: Except the Director (Finance), the other finance and accounting staff will be appointed on contract from the open market initially for a period of 3 years with performance review at the end of every year. The quality of staff will determine the quality of FM.	Substantial	Moderate
Mitigations: • Adequate and trained finance staff with clear job description and accountability lines; • Customized, user-friendly software and PIM.		
Project Budgeting	Moderate	Low
Risk: Preparation of timely budgets incorporating the proposed expenditure by components, categories and financiers.	Moderate	Low
Mitigations: • To ensure proper process of preparation of AWPB using the bottom-up approach and regular review of the physical and financial progress; • Regularly track the achievement with the budget and report on quarterly basis.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Moderate
Risk: The AWPB of the project is built into the State Budget and funds released from the Treasury in a timely manner to meet the implementation needs of the project.	Moderate	Moderate

Mitigations:		
<ul style="list-style-type: none"> • Ensure timely release of budget for project activities in accordance with the AWPB. 		
Project Internal Controls	Substantial	Moderate
Risk:		
Effective internal control systems which are currently lacking as reported by the auditor of ILSP. Having an effective internal audit system with quarterly reports and compliances.	Substantial	Moderate
Mitigations:		
<ul style="list-style-type: none"> • Segregation of fiduciary -sensitive duties; • Periodic reconciliations; • Restricting access to accounting files and documents; • Periodic count of inventories and fixed assets; • Having an effective system of internal audit to be conducted quarterly. 		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Moderate
Risk:		
Use of accounting software (customized) to record transactions to generate reports by components, categories and financiers, comparison with the budgets and preparation of the quarterly IUFR for submission along with the WA.	Substantial	Moderate
Mitigations:		
<ul style="list-style-type: none"> • Accountant will need to be proficient in the use of the accounting software; • Back-up of accounting records; • Use of register of fixed assets; • Project Implementation Manual (PIM) to detail reporting and monitoring requirements and rules; • Use of financial statements templates consistent with IFAD reporting requirements. 		
Project External Audit	Moderate	Low
Risk:		
Timely appointment of an independent auditor and submission of audit report (complete- as per IFADs requirements) within the stipulated time of six months from the end of the fiscal year	Moderate	Low
Mitigations:		

<ul style="list-style-type: none"> • The auditor will be a CAG empanelled firm of Chartered Accountants; • Ensure reporting as required by IFAD Guidelines; • Prompt implementation of auditor's recommendations. 		
Project Procurement	Substantial	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity. The risk is substantial. The State Framework, Uttarakhand Procurement Rules (UPR) is not fully consistent with IFAD Procurement Guidelines. Procurement related complaints redressal are addressed through existing legal provisions and General Financial Rules, which are lengthy and layered. No Standard Bid Documents prescribed under UPR. Compliance with IFAD Procurement norms will be needed.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The project design suggests the project procurement follows the IFAD Procurement Guidelines and Procurement Handbook. Project will be familiarised with IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds</p>		
Accountability and Transparency	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The risk that accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, misprocurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements. The project will have decentralized implementation and procurement. There is risk of noncompliance with agreed procurement arrangements.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Several mitigation measures are proposed: 1) PMU will have overall Procurement responsibility and accountability; 2) a robust two-tiered complaint handling mechanism will be put in place at the LPA. The complaint handling authority, the form of complaint register, response time, decision-making mechanism, and other features will be outlined in detail in the PIM; In addition, the State Government</p>		

<p>will also designate an independent investigative authority 3) IFAD will conduct implementation support missions to review the procurement performance of the project. All contracts not covered under prior review by IFAD will be subject to post review during the implementation support missions and/or special post-review missions along with a sample of prior reviewed procurement actions; 4) for activities at community level, annual PPR for an appropriate percentage of contracts shall be conducted by IFAD. In addition Audits will also be conducted.</p>		
<p>Capability in Public Procurement</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>The risk that the implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project. The risk is moderate as the REAP Implementing agency is familiar with the IFAD procurement procedures and norms, but not conversant with the revised risk based approach.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>Mitigation measures include: 1) appropriate qualified procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) strengthening and capacity building of staff at State level and partners. 3) Guidelines for investment grants evaluation procedures will be put in place; 4) Engagement of resource persons in the evaluation process for technical advice.</p>		
<p>Public Procurement Processes</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>The risk that procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives. It is assessed that highly decentralized project implementation and absence of qualified procurement staff may result in delays in procurement and contract management processes</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>REAP PMU will setup a Procurement Unit to handle procurements and contract management as per IFAD regulations. 2) IFAD will inform the recommended thresholds for procurement and also IFAD prior review thresholds through LtB; 3) the PIM will specify the delegation and procurement implementation arrangements; 4) all procurement activities at SPMU and DPMU level including</p>		

investment grants to communities to be included in procurement plan and no objected by IFAD. 5) Mandatory adoption of IFAD Standard Bid Documents, evaluation templates and contract monitoring and reporting through IFAD ICP portal; 6) All exception reporting will be informed to the Project Oversight Committee 7) all records from procurement planning to contract completion and procurement complaints shall be retained in a chronological order and made available as and when requested by IFAD.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Low	Low
Risk: The nature and magnitude of project activities will not entail conversion of critical or natural habitat for agricultural land use or promote unsustainable harvesting of Non-Timber Forest Products (NTFP) that might lead to biodiversity loss or cause significant threat to availability of ecosystem services.	Low	Low
Mitigations: Building on successes of ILSP and convergence with government programs on watershed and biodiversity management, selection and siting of project activities will avoid protected and forested areas.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Risk: Pollution of soil and water due to the use of agro-chemicals for crops and generation of manure from livestock is moderate.	Moderate	Low
Mitigations: To minimise soil and water pollution, site-specific Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include an Integrated Pest Management Plan to guide on the application, storage, handling and disposal of agro-chemicals and waste management practices. The use of drip and sprinkler irrigation systems and climate smart agriculture practices, will promote efficient use of resources particularly water.		
Cultural Heritage	Moderate	Low
Risk: The state consists of several pilgrimage sites and places of religious prominence including sacred water sources.	Moderate	Low
Mitigations:		

<p>The Project will not have impacts on Indigenous Peoples, resource degradation of project areas or sites of historic, religious or cultural significance. The project activities are not expected to have any adverse impact and mitigation measures will include Chance Find Procedure included in the ESMP</p>		
<p>Indigenous People</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>Scheduled Tribes (STs) constitutes 3 % of the total population of the state and 91% of STs population reside in rural areas. There are no significant risks specific to STs.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigations:</p> <p>The project targeting strategy which will have relevant tools of ensuring that the poorest and most vulnerable including STs are benefiting from project activities and VPGs will ensure that those most vulnerable are not left out. Both, under USRLM and ILSP, the ST communities have been mobilised under various groups. REAP will ensure that project interventions are dovetailed with the Tribal Development Sub Plan where applicable to bring the benefit of government schemes to add to the project interventions for the ST communities.</p>		
<p>Labour and Working Conditions</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>Women could be adversely impacted and their workload can increase due to their participation in project activities as women in Uttarakhand are already overburdened and heavily involved in both household and agriculture activities. There is some risk of children, especially young girls being involved more in household level work and use of child labour in the community livelihood activities</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigations:</p> <p>The project will promote modern and women friendly production technology and drudgery reduction tools and equipment. Alternative livelihoods promoted under the project may offer women and young persons less labour intensive alternatives.</p> <p>The project will develop a guideline to address the potential risks of child labour and ensure that all service providers', rural institutions developed and strengthened under the project activities and management committees are oriented properly on prevention of child labour laws. The project will follow Government of India's guidelines on curbing child labour and any third party contract under the project with suppliers, procurers and service providers will have</p>		

no child labour clause. The site-specific Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include Health and Safety practices to guide SMES		
Community Health and Safety	High	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Risks related to health and safety of communities due to disease transmission particularly of COVID-19 is significant.</p> <p>The risk of continued outbreaks of COVID-19 could result in a further influx of returnee migrants which could have a potential impact on project start-up and implementation.</p>	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The GoUK has put in place Standard Operating Procedures for the control and management of Covid-19 pandemic and has been among the better managed states in the country. Additionally, the project will develop Community Health and Safety guidelines, knowledge products and implement campaigns that build awareness and capacity among the project communities on safety and hygiene practices in the context of the ongoing pandemic and proposed project interventions and all project activities will strictly follow Government of Uttarakhand COVID-19 related policies and safeguards.</p> <p>Whilst start up could be impacted REAP will mitigate the risk by prioritizing activities that could be conducted remotely. Staff recruitment, engagement of service providers and initial trainings and related activities of the project are not likely to be adversely impacted.</p>		
Physical and Economic Resettlement		No risk envisaged - not applicable
N/A		
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Emission of greenhouse gases (GHG) from project activities such as farm mechanization and agro-processing facilities is considered low and likely to be less than emissions without the project activities.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The Project will promote the use of renewable energy for farm mechanization and agro-processing activities. Site-specific</p>		

Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include guidance for establishing environmental and social management systems for SMES including capacity building on Good Agricultural Practices and environmentally friendly production systems.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Low
Risk: Increase in temperature combined with rainfall variability may have impact on water availability, increase in crop-water demand (due to increased evapotranspiration), emergence of new pests and reduced availability of feed and fodder.	Moderate	Low
Mitigations: REAP will promote flood and erosion control measures while introducing climate adaptation interventions such as drought tolerant crops, agro-forestry, soil and water conservation measures and livelihood diversification activities. Selection of value chains will take into consideration the changing weather patterns, erratic rainfall and prolonged droughts.		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Risk: The risk is primarily related to engagement of private sector, technical institutions and banks.	Moderate	Moderate
Mitigations: Banks and financial institutions will be major partners in the project. RDD has on-going relations with multiple banks which will be further strengthened. The SHG/PGs/livelihood collectives -Bank Linkage programme will have some initial challenges. Piloting of innovative financial products for enterprises is also proposed. Convergence with other government schemes including USRLM is also proposed under the project and a pro-poor financial inclusion approach will be followed. The project will develop a detailed targeting strategy and targeting action plan so that the client base is expanded to ensure that women, youth, SCs, STs are included. For the risk of low performance by technical/training service providers the project will ensure proper due diligence before selecting partners and build risk mitigating mechanisms (financial / performance bank guarantees) into contracts. ILSP has also set up a system for performance assessment of Technical Agency partner which will be used. For mitigating the risk of low mobilization of private sector the		

project proposes setting up multi stakeholder platforms and also expand the partnerships already built under ILSP.		
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Risk: Stakeholders may not be aware of the systems for the redressal of their grievances.	Moderate	Low
Mitigations: The Government of Uttarakhand has a portal for registration of public grievances (http://samadhan.uk.gov.in). Each district has a phone number and a local helpline number too. The project will make communities aware of this portal and the systems for registering their grievances. Also the RDD conducts Social Audit of various schemes from time to time. Additionally, the project will establish a grievance redress mechanism specifically to address project related concerns and grievances from project related persons. The grievance procedure and disciplinary procedure will be put in place in consultation with implementing agency, project management unit and related government departments. Access to a grievance redress mechanism will be provided to all concerned with the project. In addition, the community will be oriented and trained in access and use of grievance redressal mechanisms.		